

LES RELATIONS FRANCO-RUSSES (1991-1999) ENTRE SYMBOLES ET RÉALITÉS

PAR

JEAN-CHRISTOPHE ROMER (*)

« Oui, la relation entre la Russie et la France a quelque chose d'unique. Elle procède de l'attraction et de la reconnaissance réciproques de deux peuples épris d'absolu, de beauté, de vérité. » (1)

Les deux grandes puissances situées de part et d'autre du continent européen sont incontestablement liées par une longue tradition d'amitié. Même s'il existe une certaine continuité dans l'historiographie russe entre la « Guerre patriotique » de 1812 et la « Grande Guerre patriotique » de 1941-45, Napoléon n'est pas considéré comme un personnage totalement négatif en Russie. Il est vrai qu'au cours des siècles, la France et la Russie ont eu besoin du contrepoids de l'autre face à des ambitions concurrentes sur le vieux continent ou, plus récemment, d'outre-Atlantique. Cette conscience de proximité géopolitique et de destin n'a certes pas empêché les crises, la défiance, les déceptions de part et d'autre. Ce fut le cas sous l'Empire comme à l'ère soviétique ou avec la Russie post-soviétique. Si durant la décennie quatre-vingt-dix, le dialogue politique franco-russe a été satisfaisant, un certain nombre de dossiers particuliers – l'Allemagne, l'OTAN, l'économie ou le Kosovo – conduisent à nuancer cette bonne entente en dépit d'une réelle convergence d'intérêts entre les deux États.

LE DIALOGUE FRANCO-RUSSE

Encore à l'époque soviétique, les relations entre la France et la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) avaient mal commencé. Alors que la France venait de décider de soutenir le processus de réformes lancé par M. Gorbatchev, Boris Eltsine apparaissait comme un trublion dans le jeu bilatéral et comme un élément de déstabilisation dans la politique intérieure soviétique. Boris Eltsine est président du Soviet suprême de la RSFSR lorsqu'il se rend en France les 16 et 17 avril 1991. Même si, dans la tradition soviétique, un président de Soviet suprême a rang

(*) Professeur à l'Université de Strasbourg III, Institut des hautes études européennes.

(1) Jacques Chirac, Discours à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), 26 septembre 1997. Site internet du Quai d'Orsay.

de chef de l'État, qu'est alors la Russie dans l'URSS (2)? Lors de cette visite, l'ambassade soviétique à Paris fait savoir à l'Élysée que M. Gorbatchev « *prendrait mal que le président reçoive celui qui veut le bouter hors du Kremlin* » (3). Juste avant cette visite, le président français avait pour sa part affirmé : « *Les époques révolutionnaires dévorent souvent leurs chefs. Qu'aurais-je dit, en 1793, si on m'avait posé la même question sur Danton? Mais je dois dire mon admiration pour le courage de celui qui a amorcé une révolution aussi profonde, tout en restant fidèle à ses convictions* » (4). Mais Paris s'était aussi informé auprès de Washington, où B. Eltsine venait de se rendre, pour savoir quel protocole suivre (5). F. Mitterrand décide néanmoins de « *faire mieux que Washington* » : « *Jean-Louis Bianco recevra Boris Eltsine et le président viendra le saluer* » (6). Il s'agit peut-être, pour l'Élysée, de compenser l'accueil dont il avait été l'objet la veille, le 16 avril, à Strasbourg où Jean-Pierre Cot lui avait alors dit : « *Si vous ne souhaitez pas entendre des choses désagréables, voici la porte* » (7). Des propos qui, pour mérités qu'ils aient été, n'en étaient pas moins diplomatiquement inconvenants!

L'attitude de la France – et des États occidentaux dans leur ensemble – change radicalement après l'élection de B. Eltsine au suffrage universel et, surtout, après le putsch d'août 1991. À partir de l'automne 1991, Boris Eltsine devient, de fait, l'homme fort à Moscou, capitale d'une Russie qui, peu à peu, s'érige en puissance indépendante, héritière d'une URSS moribonde. Les relations franco-russes se substituent alors aisément aux relations franco-soviétiques.

Président de la nouvelle Fédération de Russie, et ayant mis de côté l'incident de Strasbourg, Boris Eltsine se rend à Paris en février 1992. Cette visite est notamment l'occasion de signer, le 7 février, un traité franco-russe qui se substitue au traité franco-soviétique d'entente et de coopération qui avait été signé le 29 octobre 1990 à Rambouillet. Rappelant « *l'amitié traditionnelle et la sympathie que se portent les peuples* », le traité mentionne nombre de points de convergence entre les deux pays et notamment l'importance de la CSCE dans la sécurité européenne et le soutien que la France s'engage à apporter à la Russie auprès des organisations financières internationales. Outre des secteurs spécifiques de coopération, les deux pays conviennent également de rencontres au plus haut niveau à un rythme au moins annuel.

(2) B. Eltsine a été élu président du Soviet suprême de la RSFSR le 29 mai 1990. Il proclame alors la souveraineté de la Russie et la primauté des lois russes sur les lois soviétiques. Un an plus tard, le 12 juin 1991, il est, élu au suffrage universel direct, président de la RSFSR.

(3) J. ATTALI, *Verbatim III*, 2^e partie, 1990-91, Paris, Fayard, Livre de Poche, 1995, p. 952.

(4) *Ibid.*, p. 955.

(5) H. VÉDRINE, *Les Mondes de François Mitterrand*, Paris, Fayard, 1996, p. 503.

(6) J. ATTALI, *op. cit.*, p. 952.

(7) H. VÉDRINE, *op. cit.*, p. 503.

Le rythme annuel des sommets a été respecté de manière souvent bancale, variant au gré des crises politiques internes et des hospitalisations du président russe. Les commissions mixtes qui se tiennent au niveau des premiers ministres suivent, par contre, un calendrier plus régulier. Les sommets se tiennent en mars 1993 à Moscou, puis en mai 1995, en marge des cérémonies du 50^e anniversaire de la victoire à Moscou. Mais ce sommet est marqué par l'intervention russe en Tchétchénie ce qui en réduit fortement la portée (8); un nouveau sommet a lieu à Paris en octobre 1995, puis à Moscou en avril 1996. Le dernier sommet franco-russe a lieu en septembre 1997, tous les projets de visite de Boris Eltsine à Paris ayant dû être systématiquement remis, comme d'ailleurs presque tous les voyages officiels du président russe à l'étranger. Néanmoins, Jacques Chirac s'est rendu à Moscou à deux autres reprises pour des « visites de travail » en février 1997 et en mai 1999.

Si la proximité franco-russe est bien réelle sous la présidence de François Mitterrand, elle prend une tournure beaucoup personnelle sous la présidence de Jacques Chirac qui donne une tonalité plus « affective » à ses relations avec « son ami Boris ». Ce ton nouveau est perçu aussi bien en France qu'en Russie où l'on ne manque jamais, à l'occasion de rencontres entre les deux présidents, de rappeler tel ou tel événement du passé du président français, montrant son attachement à la Russie et à sa culture. Ces rappels vont de la signature de l'Appel de Stockholm par le futur président alors qu'il était étudiant et des tracas que cela lui causera jusqu'à sa tentative de traduire *Eugène Onegine* en français alors qu'il étudiait le russe (9). Sans parler du rôle des filles respectives des deux présidents – Tatiana Diatchenko et Claude Chirac – qui agissent souvent, à des degrés certes très divers, dans l'ombre de leurs pères et qui se sont rencontrées lors d'un dîner officiel à l'occasion du sommet de Moscou de septembre 1997 (10).

Pourtant, la présidence Chirac n'avait pas commencé sous de très bons auspices, Moscou ayant commenté avec quelque sévérité l'annonce de la reprise des essais nucléaires par la France. Il est vrai que la critique a été moins sévère que celle en provenance d'États plus proches de Paris! Pour les *Izvestia*, il s'agit de la « plus grande erreur de la France depuis l'époque napoléonienne », mais, surtout, cette décision « n'est pas dans l'esprit du temps » (11). Le service de presse de Boris Eltsine est moins critique mais rappelle néanmoins que « la Russie respecte, elle, le moratoire sur les essais depuis près de quatre ans et que pour [Moscou] la décision de Paris n'est pas

(8) La France, à l'instar de ses alliés occidentaux, a été d'une discrétion exemplaire dans sa condamnation de la première – comme de la seconde – guerre en Tchétchénie. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, H. de Charette, la qualifia d'ailleurs d'« accroc regrettable ».

(9) Voir notamment *Izvestia*, 22 mars 1995, 24 et 27 septembre 1997, 11 août 1999. (La symbolique du rappel de cet épisode est d'autant plus forte que l'on connaît l'importance qu'occupe Pouchkine en général et ce poème en particulier dans le cœur des Russes).

(10) *Izvestia*, 27 septembre 1997.

(11) *Izvestia*, 16 juin 1995.

indifférente » (12). Mais alors que le premier choc est passé, le quotidien de l'armée publie, deux mois plus tard, un article qui en vient presque à soutenir la position française. Tout en s'interrogeant sur la nécessité de la reprise des essais, cet article mentionne, sur un ton quasi gaullien, « *la place particulière et la grandeur de la France* », et il rappelle surtout, et sans doute avec une certaine envie, la véritable justification de la « *stratégie tous azimuts* » adoptée par la France en 1967 : « *qui pourra dire ce que sera l'ennemi de la France dans vingt ans ?* » (13).

LA QUESTION ALLEMANDE

Ce même article met aussi en avant ce qui sera l'un des thèmes favoris de l'analyse des relations franco-russes – qui est naturellement de l'ordre du non-dit en France – le poids de l'Allemagne en Europe. Cette Allemagne qui fut justement, au cours des siècles, l'une des principales causes des alliances franco-russes et dont l'unification a inquiété Paris, Londres et Varsovie autant que Moscou. La Russie est consciente à la fois de son propre besoin de relations politiques et économiques étroites avec l'Allemagne et du caractère privilégié du partenariat franco-allemand dans la construction européenne. Mais pour la Russie, comme ce le fut pour l'URSS, l'Allemagne conserve aussi cette image de menace potentielle. Tout ce que Moscou percevait comme susceptible de renforcer la puissance militaire de l'Allemagne est observé avec circonspection. La Russie ne manque ainsi jamais de relever avec quelque inquiétude tout rapprochement militaire franco-allemand, *a fortiori* si ce rapprochement concerne l'armement nucléaire. Lorsqu'Alain Juppé énonce, en septembre 1995, le concept de « dissuasion concertée » étendu à l'Allemagne, Moscou réagit particulièrement violemment car elle y voit la possibilité – fut-elle indirecte – d'un contrôle de l'Allemagne sur l'emploi de l'arme nucléaire. Et ceci a toujours été inacceptable pour la Russie. Sa réaction est d'autant plus forte qu'à ce même moment, Paris reparle de l'éventuelle résurgence d'une menace russe – il est vrai alimentée par des prises de position inquiétantes dans une Russie en campagne électorale (14).

Un an plus tard, l'idée de la construction d'un porte-avions, en commun avec l'Allemagne – un projet qui restera sans suite – est également présenté avec une certaine inquiétude. Moscou n'est certes pas totalement opposée à l'idée d'une défense européenne autonome et à l'accord franco-allemand sur ce point. Mais l'idée que l'Allemagne puisse disposer d'un porte-avions – fut-il partagé – et par là « *retrouver un statut de grande puissance* », lui est insupportable (15). Moscou « *se méfie des tentations de domination de l'Europe par*

(12) *Krasnaja Zvezda*, 15 juin 1995.

(13) *Krasnaja Zvezda*, 17 août 1995.

(14) *Izvestia*, 13 septembre 1995.

(15) *Krasnaja Zvezda*, 6 novembre 1996.

l'Allemagne » (16) et de l'éventuelle complicité de la France dans la réalisation de ce projet, notamment après l'énoncé du concept de Nuremberg. Cette question constitue sans aucun doute le principal point de divergence franco-russe, plus important en tous les cas que la question de l'élargissement de l'OTAN.

Tout ceci n'empêche pas la Russie de conduire une diplomatie fondée sur la *Realpolitik* et de savoir s'associer, le cas échéant, avec l'Allemagne pour des projets non plus économiques ou commerciaux mais résolument politiques. Ainsi en est-il du « triangle Paris-Berlin-Moscou », initiative revendiquée à la fois par Paris et par Moscou, qui conduit à une rencontre Chirac-Kohl-Eltsine à Moscou le 26 mars 1998. Mais, compte tenu sans doute de l'état de santé de Boris Eltsine à ce moment (17), personne n'a réellement pris au sérieux la réalité de ce « Triangle ». Celui-ci a pourtant une véritable raison d'être à la fois pour l'Europe – qui, contrairement aux États-Unis, n'a pas intérêt à isoler la Russie – et pour la Russie qui espère à la fois concurrencer le Triangle de Weimar (Pologne, France, Allemagne) et s'ancrer plus avant en Europe (18).

PARIS, L'OTAN ET LA RUSSIE

Moscou a rappelé à plusieurs reprises que, sur l'OTAN et sur son élargissement, si les positions divergent, le point de vue de Paris n'est pas pour autant totalement aligné sur celui de Washington ou de la majorité des membres de l'OTAN. La Russie a ainsi compris – certes avec une certaine ironie – la volonté de retour « *du coq gaulois dans la cuisine de l'OTAN* » (19). Mais cette compréhension se limite à la volonté de la France de revenir dans les instances militaires pour y faire passer ses propres conceptions de la réforme de l'OTAN, une réforme qui devrait nécessairement précéder toute éventualité d'élargissement encore que Moscou ne se fasse guère d'illusions quant aux capacités de Paris de s'opposer aux décisions de Washington (20).

Sur la question de l'élargissement, Paris a pourtant joué un rôle non négligeable en refusant toute idée de marginaliser la Russie dans le processus d'élargissement, comme l'aurait souhaité Washington. Lors du sommet de Moscou en septembre 1997, Jacques Chirac rappelle notamment qu'il a « *proposé, il y a un an, que l'élargissement de l'Alliance atlantique soit précédé d'un accord entre l'OTAN et la Russie* » (21). Moscou en a été particulière-

(16) *Krasnaja Zvezda*, 11 mars 1997.

(17) C'est le 23 mars, soit trois jours avant cette réunion de Moscou, que B. Eltsine engage sa politique de « rotation des cadres » sur la personne de ses premiers ministres.

(18) Voir conférence de presse commune, *Documents d'actualité internationale*, 15 mai 1998, pp. 349-353.

(19) C'est ainsi que titraient les *Izvestia* du 25 avril 1996, au lendemain de la première session du comité d'état-major de l'OTAN à laquelle la France depuis 1966.

(20) Voir notamment *Nezavisimaja Gazeta* 1^{er} février 1997, *Izvestia*, 25 avril 1997.

(21) Discours devant le MGIMO, 26 septembre 1997.

ment reconnaissante – au moins formellement – à l'égard de la France tout en regrettant de n'avoir pas su exploiter à temps cette différence française, ni « *jouer les dissensions franco-américaines notamment sur le commandement sud de l'OTAN ou sur son exigence de faire précéder l'élargissement par une véritable réforme de l'Alliance* ». C'est, selon Moscou, cette « négligence » de la diplomatie russe qui a finalement conduit la France, en 1996, à se rallier aux positions américaines (22).

Car, en marge des questions de l'OTAN et de son élargissement, Paris est convaincu – et l'a systématiquement rappelé dans les rencontres tant bilatérales que multilatérales – que la sécurité de l'Europe ne saurait se faire sans la Russie. J. Chirac affirmait ainsi, dans son discours au MGIMO que « *toute ligne de partage [entre l'Est et l'Ouest] doit désormais être exclue. Il n'y aura pas de sécurité européenne sans que la Russie y soit totalement associée, lui apporte un consentement profond et une participation active* » (23). Le thème de la présence russe en Europe trouve certes son origine à l'époque de la présidence de Gaulle – ce que les Russes ne manquent jamais de rappeler. Mais il constitue aussi l'une des permanences de la politique étrangère française traversant les époques et les courants politiques. On retrouvera d'ailleurs ce thème tout au long de la crise du Kosovo de l'automne 1998 et du printemps 1999. Ainsi, un peu inquiète *a priori* de la visite de Lionel Jospin juste un mois après le sommet Chirac-Eltsine de l'automne 1997, la presse russe affirmait que, si de nombreux sujets opposaient les deux têtes de l'exécutif français, ils étaient parfaitement d'accord pour ce qui concernait les relations franco-russes et leur nécessaire développement (24). Néanmoins si la symbolique politique appartient au président, c'est aux premiers ministres de s'occuper de « l'intendance » dans le cadre notamment des commissions bilatérales. Or celle-ci est loin d'être satisfaisante.

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Malgré le bon fonctionnement de la « commission franco-russe », la France fait preuve d'une certaine frilosité dans le domaine économique et commercial, mais, sur ce point, la Russie ne constitue pas une exception (25). Même si, lors de ses visites en Russie, le président français s'est fait accompagner par de nombreux chefs d'entreprises, la présence économique française reste relativement peu importante au regard notamment de ses partenaires de l'Union européenne (UE). Et ce, malgré le rôle moteur que la France a joué

(22) *Nezavisimaja Gazeta*, 1^{er} février 1997

(23) Discours devant le MGIMO, 26 septembre 1997. Ce même thème est également repris dans l'entretien que le ministre de la défense, Alain Richard, accorde à la *Nezavisimaja Gazeta* du 15 janvier 1998, à la veille de la visite à Paris de son homologue russe, le maréchal Sergeev.

(24) *Nezavisimaja Gazeta*, 31 octobre 1997.

(25) Voir notamment J.C. ROMER/T. SCHREIBER, « La France et l'Europe centrale », *Politique Étrangère*, n° 4, 1995, pp. 917-925.

dans l'aide économique à la Russie par l'intermédiaire de la BERD ou du programme TACIS – deux réalisations dont Paris est à l'origine – ainsi que dans son rôle pour la transformation du G 7 en G 8 ou dans son soutien en vue de l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Dans le domaine civil, il existe bien certains projets à long terme avec des entreprises telles que Renault, Thomson, Alcatel. De même a été projeté, lors du sommet Chirac-Kohl-Eltsine de mars 1998, de construire une autoroute, doublée par une voie de chemin de fer à grande vitesse, qui relierait Paris à Ekaterinbourg en passant par Berlin, Varsovie et Moscou. Dans l'ensemble, selon Georges Sokoloff, cité par la presse russe, « *les investissements français en Russie sont plus spéculatifs que productifs* » (26). Mais surtout, la nature du commerce entre la Russie et le monde occidental dans son ensemble s'apparente de plus en plus aux échanges entre pays du tiers monde et pays développés : acquisition de matières premières ou énergétiques (gaz, pétrole, métaux) contre produits manufacturés (biens d'équipement, agro-alimentaire, électro-ménager, etc.). La Russie ne représente que 0,9 % du total des exportations françaises et la France n'occupe que la 8^e place parmi les partenaires commerciaux de la Russie, loin derrière l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni pour ne parler que des pays membres de l'UE. Il est vrai que la crise financière et bancaire qu'a connue la Russie en août 1998 n'a pas favorisé le développement de ces échanges qui, après une relativement bonne année 1997, subissent une chute de quelque 30 % (27).

Dans le domaine militaire, une coopération existe bien entre armées et industrie de défense des deux pays mais elle n'est à la hauteur ni des attentes ni des grands discours sur la communauté d'intérêts et de vision des deux pays. Ainsi, l'armée russe envoie-t-elle chaque année des stagiaires au Collège interarmées de défense (CID, l'ancienne École de Guerre) et si les deux armées procèdent à des échanges d'officiers ou d'élèves officiers, ils restent limités. Mais ceci est également valable pour toutes les armées des anciens pays du Pacte de Varsovie, réduisant encore la présence française dans cette région de l'Europe. Ceci rend plus difficile l'implantation de la France sur les marchés d'armements qui, surtout pour les pays de l'Europe centrale, s'ouvrent progressivement aux matériels occidentaux – les limites à cette ouverture étant plus d'ordre financier que politique. Pour ce qui concerne la Russie, deux grands projets sont en cours avec la France. Le premier a été signé lors du sommet franco-russe de septembre 1997 et prévoit la construction d'un avion d'entraînement, le MiG-AT, en coopération avec la SNECMA pour le moteur et Sextant pour l'électronique. Le second projet est plus hypothétique, encore que le besoin sur un plan militaire soit relativement urgent. Il concerne la construction de l'avion de transport du

(26) Cité par les *Izvestia*, 26 novembre 1996.

(27) Voir notamment *Le Monde*, 14 janvier 1999.

futur (ATF). Ce successeur du Transall pourrait être construit à partir du projet russo-ukrainien d'Antonov-70 et réalisé en coopération avec la France et sans doute d'autres partenaires de l'UE. Mais c'est surtout en période de crise que l'on peut juger de la nature des relations bilatérales. De ce point de vue la crise du Kosovo de 1998-99 a servi de révélateur des grandes lignes de convergences des relations franco-russes mais aussi de leurs limites.

LA FRANCE, LA RUSSIE ET LE KOSOVO

Au cours des crises de l'automne 1998 et du printemps 1999, la France, comme la Russie ont cherché en priorité à défendre leur propres intérêts. Et c'est justement dans la défense de leurs intérêts nationaux respectifs que l'on peut constater les proximités des positions française et russe, notamment au regard des États-Unis, de l'OTAN et de l'ONU qui constituent les véritables enjeux de la crise. Washington a trouvé dans la crise du Kosovo un moyen de neutraliser l'ONU et son Conseil de sécurité au profit de l'OTAN où les États-Unis sont omnipotents. Ce transfert de responsabilités est totalement inacceptable pour Moscou qui se verrait alors totalement écartée de la scène internationale; il est difficilement acceptable par Paris – même si c'est bien la France qui a fait appel aux États-Unis dans le règlement de la crise yougoslave. Parmi les membres de l'OTAN; Paris, mais aussi Berlin et Rome, ont été les pays les plus actifs pour réintroduire la Russie dans le processus de paix. Pour sa part, Moscou a pris ses distances avec les Occidentaux dès le début des bombardements, le 24 mars, et menacé – mais ceci fait partie de la gesticulation de crise – l'OTAN de fournir des armes à l'armée yougoslave (28), annonçant même le début d'une troisième guerre mondiale. Comme le rappelait L. Jospin le 2 juillet à Moscou : « *Nous avons été ensemble au début de la crise du Kosovo et nous nous sommes retrouvés à nouveau ensemble à la fin de la crise du Kosovo. Et puis nous avons eu des phases de divergence d'appréciation pendant la phase des frappes, la phase militaire, nous avons été ensemble quand il s'est agi de proposer à M. Milosevic une solution raisonnable d'autonomie du Kosovo dans la RFY* » (29). J. Chirac ne disait d'ailleurs rien d'autre à ses interlocuteurs russes six semaines plus tôt à Moscou.

C'est ainsi que Paris parvient, le 27 mars, à convaincre Evgenii Primakov – encore Premier ministre – de reprendre ses missions de bons offices auprès de Belgrade considérant que seule Moscou est susceptible de

(28) Des rumeurs courent selon lesquelles la Russie aurait fourni à la Serbie des missiles sol-air S-300 au début du conflit. Ces rumeurs n'ont pas été confirmées et, en tout état de cause, Belgrade n'a pas fait usage de ces armes. Voir *Jane's Defence Weekly*, 3 août 1999, *Nezavisimaja Gazeta*, 4 août 1999.

(29) Conférence de presse conjointe de L. Jospin et S. Stepachine, à l'issue de la réunion de la commission franco-russe, Moscou, 2 juillet 1999 (Site Internet du Quai d'Orsay).

convaincre Slobodan Milosevic d'accepter les exigences occidentales. E. Primakov aurait ainsi confié à M. Camdessus, après avoir reçu l'appel téléphonique de J. Chirac le 27 mars : « *Le président français comprend l'importance de la Russie* » (30). Alors que Paris a, dès le début de la crise en 1990-91, perdu toute crédibilité auprès des Serbes – Moscou a encore l'avantage de pouvoir « jouer » de la « *fraternité slave et orthodoxe* »; quand bien même cette « fraternité » est plus du ressort de l'imaginaire que d'une véritable ligne de conduite de la politique étrangère russe. Mais, pour Moscou, comme pour Paris ou pour Berlin, il s'agit d'abord de prévenir toute perspective de voir l'OTAN se transformer en gendarme du monde sous la seule autorité des États-Unis. Il existe une organisation mondiale et elle seule a la légitimité nécessaire pour engager des opérations de rétablissement ou de maintien de la paix. Paris et Moscou disposent au Conseil de sécurité du droit de veto et retirer à l'ONU toute autorité en matière de décision, comme le souhaite Washington, reviendrait à reléguer la France et la Russie dans le rang de puissance de deuxième voire de troisième ordre. Ce qui n'est acceptable ni par Paris ni, encore moins, par Moscou. Les deux pays et leurs dirigeants respectifs s'entendent pour défendre l'idée d'une Europe qui ne pourra se construire sans une « *participation active de la Russie, sans un accord profond entre l'UE et la Russie* »; sur la volonté de favoriser la formation d'un monde multipolaire où doit régner une règle de droit international qui ne peut être que l'émanation de l'ONU et mise en œuvre par son Conseil de sécurité (31).

L'expérience du passé conduit à s'interroger sur l'avenir des relations franco-russes. Car lorsque la Russie aura retrouvé son statut de grande puissance – ce qui est inéluctable même si l'on ne peut prédire quand ce redressement se produira – que restera-t-il des liens bilatéraux entre Paris et Moscou? La Russie, notamment soviétique, a souvent instrumentalisé ses relations avec Paris comme moyen de restauration de sa puissance et de retour sur la scène mondiale. En sera-t-il de même dans un monde que l'un et l'autre pays souhaitent multipolaire?

(30) Cité dans *Libération*, 1^{er} juillet 1999.

(31) Ces thèmes ont été développés notamment dans la conférence de presse de J. Chirac à Moscou, le 13 mai 1999 (Site Internet du Quai d'Orsay).